



L'Ambassadrice itinérante de l'UNIFEM, Nicole Kidman, vous invite :

Dites NON à la violence contre les femmes!

www.saynotoviolence.org

Fonds de développement des Nations Unies pour la femme



Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes

**Déclaration de Joanne Sandler, Directrice exécutive intérimaire d'UNIFEM
25 Novembre 2007**

Les femmes luttent depuis des décennies pour rompre le silence et mettre fin à l'impunité de la violence contre les femmes. Aujourd'hui, l'élimination de la violence est inscrite dans l'agenda des droits fondamentaux de la personne, dans celui du développement et celui de la sécurité. Les accords nationaux et internationaux affirment le droit de toutes les femmes à vivre sans violence; la Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme a un Rapporteur spécial sur la violence contre les femmes et recommande des actions pour mettre un terme à l'impunité; en 2000, la Déclaration du Millénaire a reconnu les liens qui existent entre la violence, la pauvreté et l'exclusion, et la nécessité de "lutter contre toutes les formes de violence à l'égard des femmes"; et la résolution 1325 du Conseil de sécurité demande à toutes les parties des conflits armés de prendre des mesures spéciales pour protéger les femmes et les filles de la violence sexiste, en particulier des viols et autres formes de sévices sexuels.

Au niveau national aussi, les défenseurs des droits des femmes commencent à voir des résultats. Alors qu'il y a quatre ans, 45 pays seulement disposaient d'une législation sur la violence familiale, au moins 89 pays ont aujourd'hui des dispositions législatives sur cette question. En outre, 104 pays ont fait du viol conjugal un crime, 90 pays ont des dispositions contre le harcèlement sexuel, et 93 interdisent la traite des êtres humains. En Sierra Leone, où environ 257 000 femmes ont été violées au cours d'une guerre civile féroce, le Tribunal spécial vient de condamner trois chefs du Conseil révolutionnaire des forces armées à des peines allant de 45 à 50 années de prison pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité, dont des viols. Le juge a noté que les prévenus avaient été déclarés coupables de "crimes parmi les plus odieux, les plus violents et les plus sauvages jamais rencontrés dans l'histoire de l'humanité".

Les lois, les politiques, les statuts, les rapporteurs spéciaux et les mécanismes de coordination nous offrent une chance de changer notre manière d'agir et de penser devant la violence contre les femmes. Mais la difficulté est de saisir cette chance. Il faut attribuer une plus grande priorité à l'affectation de ressources suffisantes, à la formation des responsables de la police, de l'appareil judiciaire et de la santé, au suivi des dispositions législatives et aux réponses à apporter aux femmes qui dénoncent de telles violences. Une étude multi-pays menée par l'OMS a constaté que l'importance des dénonciations de la violence contre les femmes est extrêmement variable, et qu'elle dépend en partie de la réaction à laquelle elles s'attendent de la part de leur société. Parmi les raisons qui dissuadent les femmes de demander de l'aide est la peur de subir davantage de violence et celle de n'être pas prises au sérieux.

Pour que les engagements souscrits aux niveaux national et mondial aient de l'effet sur leur vie sur place, les femmes doivent être sûres qu'elles seront écoutées, comprises, et que quelque chose sera fait pour les aider. C'est pourquoi il est essentiel d'agir tous ensemble et de se rassembler le plus largement possible pour dire NON à la violence contre les femmes. UNIFEM et son ambassadrice itinérante, Nicole Kidman, avec un nombre croissant de partenaires, lancent une campagne mondiale de sensibilisation sur Internet, engageant vivement les particuliers et les organisations du monde entier à 'se faire entendre en prêtant leur nom' pour promouvoir la Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes et le démarrage de 16 journées d'activisme pour mettre fin à la violence sexiste. L'objectif est que des centaines de milliers, voire des millions de personnes, ajoutent leur nom dans un livre virtuel afin de montrer qu'un nombre croissant de personnes exige une action concertée pour mettre fin à la violence contre les femmes.

Le site Internet souligne aussi les activités du Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes, qui montre qu'il est possible de mettre fin à cette violence. Au cours des dix dernières années, le Fonds d'affectation spéciale a appuyé un total de 263 initiatives dans 119 pays, visant à formuler des lois et des plans nationaux pour mettre fin à la violence contre les femmes, à prendre des mesures qui favoriseront leur mise en œuvre et à créer des capacités pour que les gouvernements et la société civile puissent surveiller les progrès réalisés.

Les bénéficiaires du Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies ont montré qu'une action concertée par les pays et par les collectivités a le pouvoir de déraciner des attitudes de violence et de discrimination sexiste fermement ancrées. Au commencement de la Campagne de 16 jours, UNIFEM se joint à des milliers de partenaires dans plus de 150 pays qui réclament une mise en œuvre concertée des engagements ambitieux visant à mettre fin à la violence sexiste.